



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/39/208
S/16503
25 avril 1984

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-neuvième session
Point 33 de la liste préliminaire*
QUESTION DE PALESTINE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-neuvième année

Lettre datée du 23 avril 1984, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent des Pays-Bas auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre datée du 9 mars 1984 relative à la question de la convocation d'une conférence internationale de la paix pour le Moyen-Orient.

Les Pays-Bas, tant dans leurs propres déclarations que par les déclarations des 10 Etats membres de la Communauté européenne, ont exprimé l'avis qu'une paix juste et durable au Moyen-Orient devrait être fondée sur un règlement négocié.

Afin de réunir toutes les chances de succès, le processus de paix devrait à notre avis avoir pour cadre, les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité ainsi que les principes du droit à l'existence et à la sécurité pour tous les Etats de la région, y compris Israël et de la justice pour tous les peuples de la région, y compris la reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'autodétermination avec tout ce que cela implique. Estimant que la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale ne reflétait pas suffisamment ces principes, les Pays-Bas n'ont pu appuyer ce texte. Etant donné les positions bien connues de certaines parties directement en cause dans le conflit du Moyen-Orient, nous inclinons à penser que l'heure n'est pas encore venue de convoquer une conférence internationale de la paix pour le Moyen-Orient, telle qu'elle est envisagée dans la résolution 38/58 C.

La date de convocation d'une telle conférence et les bases sur lesquelles elle reposerait devraient à notre avis faire l'objet d'un accord entre les principales parties intéressées elle-mêmes. Malheureusement, les positions de ces parties sont encore très éloignées, aussi bien sur les modalités de règlement de leurs différends que sur des points fondamentaux de principe. Dans ces conditions, la convocation d'une conférence internationale serait probablement stérile.

* A/39/50.

Les Pays-Bas restent, pour leur part, disposés à contribuer à tout effort constructif dont l'objet soit de combler le fossé qui sépare actuellement les parties et d'ouvrir la voie à des négociations authentiques et productives. Nous continuons de penser qu'aucune paix durable ne peut être instaurée sans que toutes les parties acceptent explicitement et de manière concrète les principes fondamentaux mentionnés plus haut. De plus toutes les parties doivent renoncer à recourir à la force pour atteindre leurs objectifs et devraient aussi s'abstenir de toute mesure de nature à saper les fondements nécessaires à l'instauration de la confiance et du dialogue, éléments essentiels de toute solution pacifique négociée. A cet égard, mon gouvernement demeure gravement préoccupé par la politique israélienne illégale d'implantation de colonies dans les territoires occupés. La poursuite de cette politique d'implantation constituerait l'un des obstacles majeurs au progrès dans la recherche d'un règlement pacifique au Moyen-Orient. D'autre part, la non-reconnaissance actuelle d'Israël par d'autres parties au conflit dans cette région ne peut qu'entraver le processus de paix. Nous condamnons également les récents accès de violence terroristes à Jérusalem et dans les territoires occupés, qui ont coûté la vie à des innocents et qui ne peuvent servir qu'à aviver les sentiments de méfiance et de haine entre les parties.

Bien que les Pays-Bas, pour les raisons énoncées plus haut, ne soient pas favorables à la convocation à l'heure actuelle d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient, ils pensent néanmoins qu'en temps opportun, une telle conférence pourrait constituer une contribution importante à la résolution pacifique du conflit du Moyen-Orient. Cette conférence ne pourrait aboutir à instaurer enfin la paix dans cette région que si elle était convenablement préparée par la réalisation d'un accord entre les parties les plus directement en cause, sur les questions fondamentales en jeu ainsi que sur la date et les modalités de la conférence. Les Pays-Bas continuent aussi d'attacher une grande importance au rôle essentiel de l'Organisation des Nations Unies et en particulier du Conseil de sécurité, auquel les Etats Membres ont conféré la responsabilité principale du maintien de la paix et la sécurité internationales, pour ce qui est de promouvoir la paix au Moyen-Orient.

Monsieur le Secrétaire général, les Pays-Bas attachent aussi beaucoup de prix aux efforts inestimables que vous déployez pour votre part et accueilleraient favorablement toutes nouvelles consultations qui vous parussent appropriées, avec les principales parties intéressées dans le but de créer un terrain d'entente entre ces parties, leur permettant ainsi d'engager des négociations authentiques et productives.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent,

(Signé) Max VAN DER STOEL

